

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

ZLCAF: point sur la situation du Gabon

J.K.M
Libreville/Gabon

DANS le cadre de la poursuite des Conseils de cabinet interministériels, la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a présidé, hier, une séance de travail relative à la future Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Une séance de travail qui a réuni plusieurs membres de son équipe.

"Nous sommes venus faire le point de l'évolution de certains dossiers prioritaires qui devront permettre à notre pays d'entrer gagnant dans ce nouveau grand marché africain, avec la possibilité d'avoir plus d'exportations, notamment en ce qui concerne les marchandises et les services. Nous voulons effectivement entrer dans la ZLECAF avec des atouts très importants", a déclaré le ministre du Commerce, Hugues Mbadinga Madiya, au terme de cette rencontre.

D'après lui, la ZLECAF est un projet qui se présentera sous la forme d'un grand marché commun africain d'un milliard deux cents millions d'habitants, dont le



Vue des personnalités présentes au Conseil de cabinet dédié à la ZLCAF.

PIB sera de l'ordre de 2 500 milliards de dollars. Pour lui, en effet, c'est un projet auquel le Gabon a adhéré.

De même, a-t-il fait valoir, les négociations se poursuivent au niveau de l'Union africaine. L'objectif est de mettre en place ce grand marché commun dès l'année 2021. D'après lui, le dossier du Gabon avance correctement. Il remplit ses obligations vis-à-vis des autres États de la Cémac et de la CEEAC.

"Nous avons transmis les concessions tarifaires qui devraient entrer dans le cadre de ces accords, et nous l'avons fait dans les meilleurs délais. Nous sommes en train de mener des discussions

avec nos collègues de la Cémac et de la CEEAC, ainsi que mes autres homologues africains, afin de nous entendre sur les questions liées aux règles d'origine. Je tiens à souligner que ces négociations sont d'abord portées dans le cadre gouvernemental", a-t-il indiqué.

Rappelons que le Gabon avait signé l'accord de la ZLCAF le 21 mars 2018, puis l'avait ratifié le 2 juillet 2019. Cet accord vise à éliminer les droits de douane sur le commerce intra-africain, réduire le chômage, booster le développement des infrastructures et créer un environnement plus compétitif, mais durable pour le commerce transfrontalier.

Le ministre de la Défense échange avec le directoire de l'Asecna



Un instantané de l'audience accordée au PCA et DG de l'Asecna par le ministre de la Défense Michaël Moussa.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

Le ministre de la Défense nationale, Michaël Moussa-Adamo a devisé, récemment, avec une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna). Une suite composée du président du conseil d'administration (PCA), Jean Lamy, et du directeur général (DG), Mohamed Moussa. C'était en présence du ministre en charge des Transports,

Léon-Armel Bounda Balonzi. Les échanges entre la patron de la Défense nationale et le directoire de l'Asecna ont essentiellement porté sur les questions des moyens techniques, notamment sur l'installation du radar en vue du renforcement du dispositif sécuritaire dans l'espace aérien gabonais. Le ministre de la Défense nationale, selon M. Mohamed Moussa, "est un partenaire naturel de l'Asecna, du fait que les espaces aériens Asecna de tous nos États sont assujettis au principe de la circulation aérienne générale."

Et le DG de l'Asecna de poursuivre : "Ce d'autant plus que l'aviation militaire est gérée par nos contrôleurs, bien que cela n'apparaisse pas au premier abord. L'Agence demeure un instrument important de sécurité, qu'elle soit civile ou militaire. C'est important de comprendre que le terme sécurité s'applique ici à plusieurs domaines".

Il faut dire que la délégation de l'Asecna séjourne depuis quelques jours à Libreville, à l'invitation des autorités gabonaises. Cela afin de passer en revue tous les sujets d'intérêt commun avec l'État gabonais. "Nous sommes passés partout avec le ministre des Transports, pour faire le point du fonctionnement des moyens techniques. Et nous sommes particulièrement intéressés au processus d'installation du radar. Toutes les conditions sont réunies pour l'installer", a rassuré le DG de l'Asecna.

J.KOMBILE MOUSSAVOU

Miroir du gouvernement

Dos au mur

LE gouvernement est plus que jamais sous pression. On ne saurait penser autrement. Et pour cause, au cours de la rencontre qu'il a présidée, mercredi dernier, au palais de la présidence de la République, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a clairement demandé à la Première ministre de "prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ramener la sérénité au sein des régies financières". Tout en s'attendant "à l'amélioration des conditions de travail dans ces administrations".

Cette pression est d'autant plus grande que, non seulement la grève observée par les agents des Douanes, des Impôts et du Trésor public, etc., depuis plusieurs mois est plus que préjudiciable pour les finances publiques déjà mises à mal par la chute des cours du baril de pétrole, accentuée par la crise sanitaire ac-

tuelle. Mais aussi par le fait que d'aucuns ont le sentiment que, depuis le déclenchement de ce mouvement d'humeur, le gouvernement ne s'est véritablement pas donné les moyens de sortie de crise, préférant, semble-t-il, laisser la situation s'enliser en misant probablement sur la lassitude des partenaires sociaux.

Une stratégie qui, tout compte fait, s'est avérée, sur tous les plans, infructueuse. Vu que, jusqu'à présent, les membres de la Fédération des collecteurs des régies financières (Ficoref) tiennent bon, et n'en démordent pas. Tout en stigmatisant "le mépris, l'arrogance" dont aurait fait montre le gouvernement à leur endroit sans véritablement se pencher sur leurs revendications.

C'est dire la nécessité pour l'équipe gouvernementale de sortir de sa zone de confort,

en trouvant les voies et moyens de mettre un terme à cette grève. D'autant que, au regard du contexte actuel, personne n'a intérêt à ce qu'elle perdure. À charge donc pour le gouvernement de démontrer sa capacité à ramener la sérénité au sein des régies financières à force de persuasion, de pédagogie, de dialogue, etc. Histoire de prouver qu'il n'est pas démuni ou impuissant.

Ce qui suppose, dans le même temps, des partenaires sociaux, un esprit de conciliation, une réelle volonté de retour à la normale. Car, comme le disait l'ancien secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Maurice Thorez : "Il faut savoir terminer une grève".